

compte de leur opinion. Vous avez mentionné la ligne pour la liberté du commerce qui existait autrefois. Évidemment tous nos groupements sont formés pour défendre les intérêts de telle ou telle catégorie de citoyens.

L'hon. M. LAMBERT: Abordons la question sous un autre angle: si on pouvait proposer aux habitants de ces pays un référendum sur la guerre et la paix, je pense qu'on peut équitablement présumer que l'immense majorité des citoyens se prononcerait en faveur de relations plus équitables entre les nations de l'univers. Mais comment peut-on forcer les gouvernements à exprimer ces aspirations sur le plan pratique?

Tous ceux qui ont jadis soutenu la Société des Nations et qui, aujourd'hui, sont en faveur des Nations Unies, servent les intérêts de l'homme de la rue. Il est évident que les gens aspirent à la paix, mais ne peuvent l'atteindre. Pourquoi cela? Tout bonnement parce que cet abîme dont nous parlions n'a pas encore été comblé. Il s'agit de permettre au peuple d'élire des représentants qui résoudre les problèmes en son nom. Je pense que les populations devraient pouvoir dépendre non plus de leurs gouvernements mais de leurs propres ressources et de leurs propres organisations. Ces groupement organisés devraient collaborer, même si, sur le plan économique, leurs intérêts semblent être contraires.

L'hon. M. BURCHILL: L'excellent exposé de M. Hope m'a beaucoup impressionné; je songe à nos jeunes canadiens qui suivent les cours des universités, non seulement de celles du continent nord-américain, mais encore des universités d'Europe, de Grande-Bretagne et du monde entier. Dans quelle mesure met-on les renseignements dont vous parlez à la disposition de nos étudiants universitaires? Il me semble qu'une des meilleures façons de répandre ces renseignements, serait de les communiquer au niveau des écoles secondaires et des collèges. Ainsi, la jeunesse contemporaine penserait à ces problèmes et à leur solution, dans l'avenir.

M. HOPE: J'estime que les étudiants universitaires sont mieux au courant de ces choses que leurs concitoyens. Ils sont tenus au courant grâce à leurs cours d'économie politique.

L'hon. M. BURCHILL: Mais sont-ce bien les données voulues qu'on leur communique?

M. HOPE: Je pense que oui, fondamentalement. Mais ces étudiants représentent un groupe peu nombreux.

L'hon. M. MACLENNAN: Ils peuvent toutefois prendre contact avec des groupes plus importants.

M. HOPE: C'est exact. Comme vous le savez, les communistes mettent leur programme en branle non pas en s'attaquant à l'homme de la rue, mais en faisant appel aux intellectuels. Les travaillistes anglais par exemple, ont d'abord conquis les intellectuels. Le communisme dans l'Inde s'en prend aujourd'hui aux intellectuels de ce pays. Les rouges estiment qu'une fois les intellectuels gagnés, le reste de la population les suivra et les écouterait et qu'ainsi, la doctrine pénétrera jusqu'aux basses couches de la population.

L'hon. M. EULER: La presse n'est-elle pas l'une des voies essentielles par lesquelles s'écoule aujourd'hui l'information?

M. HOPE: Les journaux sont en effet d'une importance essentielle, ainsi que le corps enseignant.

L'hon. M. CRERAR: Je pense, comme M. Hope vient de le dire, que dans l'ensemble, ce sont les intellectuels qu'on sollicite. Mais les communistes ne mettent-ils pas l'accent d'importance sur les valeurs matérielles plutôt que sur les valeurs d'ordre moral?

L'hon. M. HAIG: Non, non, pas du tout.